



TRESOR CREUSE

cgt.023@cp.finances.gouv.fr

www.tresor.cgt.fr/23/

[novembre 04](#)

Déclaration liminaire CTPC du 10 Novembre

Un des points de l'ordre du jour de ce CTPC est l'examen du budget 2005. Concernant les moyens budgétaires, l'augmentation des crédits à une hauteur de 0,98 %, bien en deçà du taux de l'inflation, dont une partie substantielle pourra faire l'objet d'un gel, signifie une amputation grave des moyens de fonctionnement des services du Ministère.

Pour la DGCP, nous constatons même une baisse significative des moyens alloués : 2 645 M€ en 2004 contre 2 636 M€ cette année, alors qu'à la réunion de vendredi dernier, le budget était présenté en hausse !

10 211 emplois de fonctionnaires supprimés dont 2 210 dans notre ministère. Une fois de plus, et plus globalement c'est bien l'emploi public la cible de ce budget 2005.

Alors que les effectifs du Minefi représentent 7,91 % des effectifs globaux de la Fonction Publique d'Etat, il supporte 21,64 % des suppressions d'emplois.

A la DGCP ce sont 662 emplois qui seront supprimés au titre de 2005. Avec le contrat pluriannuel de performance, la DGCP acte d'année en année un volume de suppressions d'emplois de plus en plus important. Le SMR n'indique t-il pas une prévision de suppressions d'emplois à hauteur de 5000 pour la gestion de l'impôt DGI/DGCP? Ce qui induit une plus forte adéquation entre les réformes mises en œuvre et une plus forte politique de suppressions d'emplois dans le prochain contrat.

La CGT reste opposé cette logique de «financement» des suppressions d'emplois par des gains de productivité. Certes, nous ne saurions nous opposer à des évolutions qui seraient guidées par le souci d'améliorer le service rendu à l'utilisateur, au contribuable et à la collectivité.

Cependant, nous n'acceptons pas une optimisation des missions dictée par la seule volonté de réduire les coûts au nom d'une doctrine rigide inspirée par la logique libérale de recherche de productivité et de destruction de l'emploi public.

Nous ne cautionnons pas une présentation qualifiée d'acceptable d'un niveau d'emplois supprimés en contre partie de «récompenses» budgétaires allouées à nombre de départements en même temps amputés par les derniers résultats de l'ORE.

Car dans cette logique où est la prise en compte réelle des besoins de service public?

La poursuite et l'amplification d'une politique de suppressions d'emplois ne peuvent qu'handicaper lourdement l'Etat dans sa réponse aux besoins des citoyens. Elle a des effets dévastateurs sur les services, les conditions d'exercice des missions, sur le travail et la vie des personnels.

A cela s'ajoutent une accélération de redéfinitions et d'abandons successifs de missions, de spécialisation et de concentration des unités de travail, effets cumulés qui aggravent encore la situation.

Vous en conviendrez alors, le malaise, la démotivation, les inquiétudes ne peuvent que grandir chez les personnels.

Vous n'êtes pas sans savoir les mouvements de mécontentement qui s'expriment aujourd'hui chez nos partenaires vis à vis de la politique mise en œuvre dans le cadre de la présence des services publics dans les territoires. De ce point de vue, on peut constater pour ce qui concerne le Trésor, que le protocole de concertation et les chartes ne suffisent pas à rassurer les élus et les populations.

La spécialisation en milieu urbain et notamment la concentration autour des implantations de la DGI, met en place un réseau autour du recouvrement qui hypothèque l'avenir de la mission au sein de la DGCP.

Les objectifs et les discours du ministre au travers de la gestion du paiement spontané de l'impôt posent aussi clairement la question du devenir de la mission dans le réseau de proximité.

La CGT a toujours affirmé, la nécessité d'une réflexion conduisant à des projets d'implantations nouvelles qui favorisent les coopérations DGI/DGCP pour répondre aux besoins des populations les plus fragilisées.

Concernant l'informatique, la CGT considère l'urgence de poser au-delà de la seule question de l'éditique, l'avenir de l'informatique et des informaticiens dans un cadre global et sur le moyen terme. Et cela en lien avec les politiques actuellement définies au niveau du ministère tant en terme d'informatique que des moyens de sa mise en œuvre.

Le 13 novembre 1500 manifestants dans les rues de Guéret.

Dans le cortège, des usagers, des organisations syndicales, des associations, des élus ont défilé pour dire «NON» au démantèlement des services publics creusois.

Les quotidiens nationaux et régionaux se font l'écho du malaise qui frappe les zones rurales et.....la Creuse.

Le quotidien l'Humanité du 17 novembre a enquêté dans notre département.

Vous pouvez lire cet article sur le site internet de notre syndicat ainsi que d'autres parus précédemment.

La modernisation du Trésor Public à Lille Une vie de...Centre d'encaissement !

...Embauche en urgence de 100 vacataires pour traiter le courrier...40 000 plis à l'heure (en partie mal servis par les contribuables, on y trouve à la fois des TIP, demandes de mensualisation, réclamations...etc, et même des euros !)... plus de 25% de rejets...un désastre...puis, retour, bien sur, à la trésorerie de proximité !!
...La section départementale du Trésor C.G.T. du Nord a écrit à Monsieur Jean BASSERES Directeur Général de la Comptabilité Publique.